

Cette présente note est basée sur la capitalisation du projet d'étude et d'opérationnalisation d'un projet pilote de mise en œuvre de la composante « aliment du bétail » de la réserve régionale de sécurité alimentaire (PROPILAB)

LA DECENTRALISATION ET LA MOBILITE DES STOCKS D'ALIMENTS DU BETAIL DANS LA ZONE DU NIGER ORIENTAL POUR S'ADAPTER AUX EXIGENCES DES SYSTEMES D'ELEVAGE MOBILE

Trois points d'attention à l'adresse des décideurs politiques et économiques

1. Les répercussions de la baisse d'intensité de la présence de l'Etat dans la région de Diffa sont amplifiées par la crise sécuritaire persistante qui y prévaut. La présence de groupes armés liés à « Boko Haram » entraîne des effets négatifs majeurs sur les communautés pastorales qui sont victimes de l'insécurité physique et des razzias de bétail. On observe une multiplication des entraves à la mobilité des troupeaux qui engendre une baisse des capacités de résilience des familles d'éleveurs.
2. La mise en place d'un dispositif de fourniture de stocks décentralisés et mobiles d'aliments du bétail constitue une innovation intéressante qui permet de faire face plus efficacement aux défis liés à la profonde modification des circuits de déplacement du bétail, en lien avec l'insécurité grandissante.
3. L'expérience en cours montre que les acquis susceptibles d'avoir un effet de levier significatif dans la production d'impact concernent principalement l'établissement d'un mécanisme d'articulation entre l'accès des éleveurs à l'aliment du bétail et l'utilisation d'autres moyens d'actions complémentaires (stratégies de réduction des risques, mécanismes de protection sociale des éleveurs, etc.).

L'évolution récente du contexte régional marquée par une vulnérabilité pastorale croissante pour certains groupes d'éleveurs

Située à l'Est du Niger, la région de Diffa se caractérise par la cohabitation de plusieurs communautés de pasteurs qui s'y sont implantées à une période relativement ancienne pour certains et plus récemment pour d'autres. L'histoire de cette zone est marquée par des vagues successives de migrations qui ont donné lieu à une composition sociale hétérogène comprenant cinq groupes ethniques principaux (Peul, Boudouma, Toubou, Kanouri et Arabes) dont certains se répartissent en plusieurs sous-groupes. Les flux migratoires ont varié en intensité suivant le caractère pacifique ou violent des périodes concernées : exodes massifs de populations à la recherche de nouvelles aires d'implantation à certaines périodes et diffusion lente à d'autres moments, avec l'arrivée en ordre dispersée de petits groupes de migrants qui ont fini par se fixer en fonction des opportunités.

Les décennies écoulées ont été marquées par une forte crispation des relations entre les différentes communautés pastorales en présence dans la région, à cause de l'intensification de la concurrence autour du contrôle des points d'eau et des pâturages, mais aussi de la remise en cause des mécanismes endogènes de

régulation de l'accès à ces ressources naturelles. Cet état de fait a rendu encore plus difficile la cohabitation entre des systèmes d'élevage qui ont des modes de fonctionnement et des contraintes spécifiques.

Dans le contexte particulier de cette région qui renferme une diversité enchevêtrée de systèmes d'élevage et de pratiques culturelles, l'implantation de la communauté des Arabes Mohamid a débouché sur une logique d'affrontement découlant des divergences de conceptions ayant trait à la gestion de l'espace pastoral. Il convient de mentionner que ces groupes sont arrivés dans les années 1980/90 à la suite des conflits et de la crise sociopolitique aiguë qui prévalait au Tchad à l'époque. Ils se sont installés dans la plaine de la Manga qui est entrecoupée de cuvettes pastorales au fond



desquelles la nappe phréatique est accessible à de faibles profondeurs.

Dans la logique des communautés résidentes, la présence des pasteurs Arabes Mohamid est de nature à porter la charge animale à un niveau trop élevé par rapport à la biomasse disponible. Ainsi, ces éleveurs chameliers se voient imposer des mesures de restriction, voire d'exclusion de l'accès aux ressources pastorales dans plusieurs zones où les usagers réguliers des terroirs cherchent à réduire le risque d'un épuisement précoce du stock fourrager disponible pendant la saison sèche. Pour leur part, les Arabes Mohamid se plaignent de la réticence des éleveurs autochtones à partager avec eux les ressources fourragères dont la qualité est à leurs yeux supérieure à celle disponible ailleurs. La plupart des transhumants Arabes Mohamid refusent de se conformer aux règles locales qui régissent non seulement les tours d'eau au niveau des puits, mais aussi le fonçage de puisards et le choix des sites d'implantation des campements provisoires. De ce fait, ils imposent le recours à la force comme mode de gestion des relations entre les groupes en présence.

Cette dynamique de concurrence mutuelle et de tensions entre les communautés pastorales s'accompagne d'un potentiel de conflit qui est d'autant plus élevé que la pratique du ramassage de la paille à des fins commerciales s'est généralisée dans la région et dans d'autres zones pastorales et agropastorales du Niger ; ce qui engendre un déficit structurel de fourrage pendant la saison sèche. Le commerce de la paille de brousse s'est intensifié à la faveur du développement de l'élevage en milieu périurbain et de l'émergence d'une demande sur les marchés des pays limitrophes. Les groupes d'acteurs qui s'adonnent à cette activité utilisent divers moyens de transport (principalement les charrettes et les camions) et opèrent très souvent dans les zones de pâturage. Compte tenu des bénéfices importants qu'elle engendre, l'activité de commerce de paille a pris une grande ampleur ; ce qui conduit à des conflits parfois violents entre les collecteurs et les familles d'éleveurs.

Une autre tendance d'évolution importante concerne l'insécurité et le conflit lié aux incursions du groupe armé « *Boko Haram* » dans la région. Cette situation a fortement perturbé l'exercice des activités d'élevage, en particulier le séjour et les déplacements des troupeaux non seulement autour de la rivière Komadougou, mais aussi dans la zone frontalière entre la région de Diffa et le Nigeria, ainsi que sur les rives du lac Tchad. La fermeture de plusieurs marchés à bétail à cause de la présence de bandes armées engendre une perte de revenus et une aggravation de l'insécurité alimentaire pour les familles d'éleveurs.

Les atouts et apports de l'expérimentation de systèmes d'approvisionnement en aliments du bétail adaptés aux réalités de l'élevage mobile

Dans le cadre du fonctionnement des systèmes d'élevage, la saison sèche constitue une période difficile pour l'alimentation des animaux à cause de deux facteurs principaux : (i) l'épuisement progressif des pâturages ; et (ii) la faiblesse de la valeur alimentaire des fourrages déshydratés. Face à de telles contraintes, le recours à la complémentation alimentaire permet de limiter les pertes de poids des animaux durant la saison sèche et surtout d'améliorer leurs performances, à travers l'augmentation de la production laitière et le développement de l'activité d'embouche qui présente une forte valeur ajoutée, grâce aux gains de poids des animaux destinés à la boucherie.

Lors des années de crise pastorale, l'usage de l'aliment du bétail constitue un enjeu crucial qui répond au souci de prélever le capital productif (limitation des mortalités animales surtout au niveau du noyau reproducteur) et de réduire la dégradation de l'état d'embonpoint des animaux pour éviter de les brader sur les marchés. Par ailleurs, la disponibilité anticipée de l'aliment du bétail en année de pénurie fourragère permet de réduire l'ampleur des flux de transhumance transfrontalière et, par conséquent de maîtriser les risques de compétition sur les ressources et de conflits entre les pasteurs transhumants et les populations des zones de transit et d'accueil.

La promotion de l'aliment du bétail s'inscrit à la croisée des chemins entre plusieurs fonctions : (i) prévenir les crises conjoncturelles et atténuer leurs impacts sur les activités d'élevage ; (ii) favoriser l'intensification des productions animales dans un souci d'amélioration de la productivité des troupeaux de ruminants domestiques (accroissement de l'offre de lait et de viande en particulier) ; et (iii) accompagner les adaptations nécessaires de la mobilité du cheptel qui découlent des changements climatiques et de la pression croissante sur les ressources naturelles communes. Il convient d'accorder une attention particulière aux facteurs qui vont influencer le dosage entre ces différentes fonctions dans le processus de construction des filières d'approvisionnement en aliments du bétail.

Dans le contexte spécifique du Niger, les principaux intrants alimentaires disponibles sur le marché national comprennent le tourteau de coton et d'arachide, la mélasse, le son de blé, de riz et de céréales locales (mil,

sorgho, maïs), ainsi que l'aliment complet. Lors des années de pénurie fourragère, les besoins alimentaires du bétail sont couverts principalement, grâce à l'importation de graines et de tourteau de coton, ainsi que de son de blé. En dehors des unités agro-industrielles spécialisées comme l'Usine d'Aliment pour le Bétail par exemple, le réseau de distribution des intrants alimentaires est peu structuré à l'échelle du territoire national.

L'expérience de l'AREN

Face à cette situation, les organisations professionnelles d'éleveurs (en particulier l'Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger et le Collectif des Associations Pastorales du Niger) ont établi un réseau de banques d'aliments du bétail (BAB) dans les grandes zones d'élevage du pays. En ce qui concerne plus spécifiquement la région de Diffa, l'initiative de promotion des BAB a été soutenue par la FAO, suite à la mauvaise campagne agricole 2007/2008 et à l'envolée des prix des denrées alimentaires. Plusieurs projets ont été mis en œuvre, avec pour objectif de renforcer les moyens d'existence des populations affectées par l'insécurité alimentaire, y compris les éleveurs.

Dans ce cadre, un projet a assuré l'approvisionnement des banques d'aliments du bétail à hauteur de 800 tonnes, en s'appuyant principalement sur les ONG locales et les organisations d'éleveurs. Il a été retenu de mettre en place un système reposant sur la vente des aliments à un prix subventionné, en appliquant un seuil plafond qui vise à garantir un accès équitable aux intrants alimentaires. Dans les faits, les grands éleveurs sont parvenus à accaparer la majeure partie du stock, en utilisant des membres de leurs familles ou des dépendants comme prête-noms. Au cours de cette phase, la quasi-totalité des 140 BAB implantées ont fait l'objet d'une gestion peu performante, ce qui a conduit à des échecs en cascades.

Sur la base d'une évaluation critique de cette première expérience de gestion des stocks de proximité d'aliments du bétail, l'antenne de l'AREN dans la région de Diffa a apporté d'importantes modifications dans les modalités de mise en place et de gestion des stocks. En effet, elle a défini une démarche originale consistant à aborder la question de la sécurisation de l'approvisionnement en aliments du bétail, non pas à l'échelon des sites pris séparément, mais à l'échelle de l'ensemble de la région. Une telle démarche tient mieux compte des réalités des systèmes d'élevage pastoral, dans la mesure où elle s'appuie sur la mise en place de stocks décentralisés et mobiles. Chaque année, les stocks sont positionnés dans des endroits jugés stratégiques au regard de la configuration de la campagne pastorale, en prenant en compte les paramètres liés à l'ampleur et à l'orientation des mouvements des troupeaux. Les choix des sites qui correspondent généralement aux zones de concentration des éleveurs résultent de processus de concertation incluant les représentants des communautés d'éleveurs, les élus locaux, les autorités administratives et les responsables des services techniques.

Une autre innovation importante qui a été apportée réside dans le fait que le système d'approvisionnement mis en place s'est appuyé non pas sur les services déconcentrés de l'Etat, mais plutôt sur une organisation locale d'éleveurs. Cette option présente une valeur ajoutée réelle dans la mesure où l'organisation porteuse de l'innovation (en l'occurrence l'AREN) est une structure pérenne capable de : (i) mettre en réseau les structures de gestion des stocks de proximité pour favoriser les commandes groupées d'aliments du bétail ; (ii) renforcer les capacités de ces structures en matière d'application des outils de gestion, de contrôle et de suivi des stocks ; (iii) négocier les prix avec les fournisseurs de l'aliment du bétail ; et (iv) sensibiliser les structures de gestion à la préservation des fonds de roulement, à travers la prise en compte de l'ensemble des coûts de fonctionnement du système.

L'urgence de rester dans l'actualité en assurant la collecte et la diffusion d'informations portant sur les situations pastorales dans un contexte de vulnérabilité accrue des éleveurs

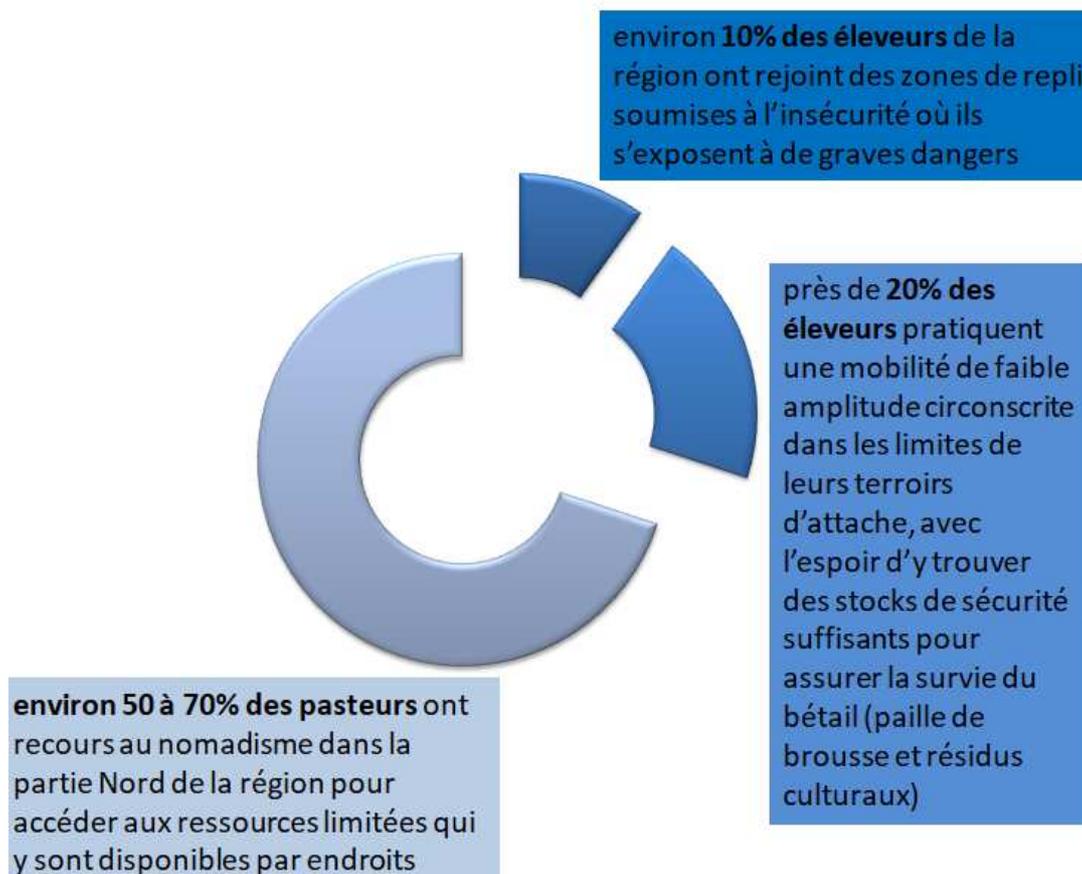
En ce qui concerne le fonctionnement des dispositifs décentralisés et mobiles d'approvisionnement en aliments du bétail, les développements les plus récents ont porté sur la mise en place d'un Système Endogène d'Information et de Suivi Pastoral (SEISPA). En fournissant en temps réel des données sur les déplacements des troupeaux, ce système de veille informative et de suivi pastoral permet de développer des stratégies opérationnelles d'appui aux éleveurs, y compris lorsqu'ils se trouvent dans des zones à risques. Compte tenu de l'évolution du contexte de la région de Diffa (chocs climatiques récurrents et insécurité chronique), ces zones à risques comprennent : (i) des espaces qui sont régulièrement fréquentés par les éleveurs lors des années bonnes à moyennement bonnes ; (ii) des zones de repli qui accueillent le bétail durant les années de déficit fourrager ; et (iii) des zones de turbulence où la présence des transhumants expose ces groupes à de graves dangers (assassinats et exactions multiples).

Les données fournies par le SEISPA permettent de recenser et de localiser tous les types de zones à risques qui constituent des lieux de concentration du bétail, indépendamment de leur taille, qu'il s'agisse de zones de petite dimension, de zones de taille moyenne ou de grandes zones. Il s'agit là d'une précaution importante compte tenu de deux facteurs importants :

- a) la taille d'une zone de concentration peut varier avec le temps, suite au départ d'une partie des éleveurs craignant l'épuisement du stock fourrager ou de l'arrivée de nouveaux troupeaux attirés par la fourniture d'aliments du bétail dans le site ;
- b) les familles d'éleveurs qui appartiennent à des classes différentes de vulnérabilité ne fréquentent pas les mêmes types de zones de concentration (préférence des petits éleveurs pour les zones où l'affluence du bétail transhumant est moins grande et propension des grands éleveurs à se replier dans les zones de moyenne ou grande taille).

Suite à la mauvaise campagne pastorale de 2017, les effets immédiats et les impacts à plus long terme de la période de soudure précoce et difficile qui s'est déjà installée risquent d'être d'autant plus durement ressentis dans la région de Diffa que l'insécurité grandissante empêche les pasteurs d'aller dans les zones de repli où le bétail pourrait être sauvé (bassin de la Komadougou Yobé au Sud et îles du lac Tchad à l'Est).

Le dispositif d'observation de la situation pastorale montre qu'actuellement les familles d'éleveurs tentent de faire face aux difficultés qui les assaillent de diverses manières :



Dans tous les cas de figure mentionnés, l'accès des éleveurs à des stocks décentralisés et mobiles d'aliments du bétail va jouer un rôle crucial dans l'atténuation des impacts de la crise pastorale actuelle sur les systèmes d'élevage et les conditions de vie des familles. Il ne s'agit toutefois pas d'apporter une réponse unique à la crise pastorale, mais plutôt d'intégrer l'accès à l'aliment du bétail dans un plan d'intervention plus intégré et global s'appuyant sur plusieurs leviers d'actions (stratégies de réduction des risques, mécanismes de protection sociale des éleveurs, etc.).